

## J. Leruez : Gouvernement et politique en Grande-Bretagne

Monsieur Bertrand Badie

---

**Citer ce document / Cite this document :**

Badie Bertrand. J. Leruez : Gouvernement et politique en Grande-Bretagne . In: Revue française de science politique, 40<sup>e</sup> année, n°3, 1990. pp. 397-398;

[https://www.persee.fr/doc/rfsp\\_0035-2950\\_1990\\_num\\_40\\_3\\_396205](https://www.persee.fr/doc/rfsp_0035-2950_1990_num_40_3_396205)

---

Fichier pdf généré le 25/04/2018

Au bout du compte, peut-on dire qu'une nouvelle discipline est née ? Y. Mény et J.-C. Thoenig fixent prudemment aux « politiques publiques » l'objectif de devenir une « branche » de la science politique. Acceptons-en l'augure, sous réserve, cependant, que cette branche ne devienne pas un enclos et demeure accueillante aux réflexions des tribus voisines (droit, sociologie, histoire, économie) et qu'elle ne revendique point pour elle-même un quelconque magistère intellectuel. Il existe, pourtant, une solide raison de croire en une relative exemplarité de l'« entrée » en politiques publiques. Elle nous enseigne qu'une démarche tout à la fois problématique et humble fait parfois autant sinon plus pour le désenchantement du réel et le deuil de nos préjugés qu'une construction prométhéenne de l'objet. Ne nous aurait-il convaincu que de cela que le « manuel » d'Y. Mény et de J.-C. Thoenig aurait superbement rempli son rôle.

Jean BAUDOUIN  
Université de Rennes I

LERUEZ (Jacques) — *Gouvernement et politique en Grande-Bretagne*. — Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Dalloz, 1989. 23 cm, 424 p. Bibliogr. Index. (Amphithéâtre)

Spécialiste averti de la Grande-Bretagne, auteur, dans ce domaine, d'ouvrages qui font autorité, Jacques Leruez a tenté l'exercice hautement périlleux d'offrir au public universitaire — et au-delà — une synthèse sur le système politique britannique. Le pari était d'autant plus difficile que le genre monographique est mis à mal dans l'analyse des systèmes politiques : les progrès de la sociologie historique, le retour de l'analyse comparative, la prise en compte de paramètres sociaux de plus en plus nombreux rendent particulièrement ambitieux et complexes les projets de ce genre. Le lecteur ne sera pourtant pas déçu : l'auteur prend soin de se démarquer de la classique description des rouages de la vie politique britannique pour nous proposer un ensemble d'interrogations qui sonnent particulièrement juste dans le contexte plus général des débats qui affectent présentement la science politique. La démarche est d'autant plus pertinente qu'elle se construit sur la prise en compte de l'articulation du social et du politique, et donc sur la mesure du décalage qui sépare le système politique de la société britannique.

Les premières victimes de cette perspective sont incontestablement les prétentions modélisatrices dont une science politique très traditionnelle s'est très largement alimentée. Jacques Leruez montre magistralement comment le régime parlementaire britannique ne peut pas ou, du moins, ne peut plus être érigé ni en modèle analytique ni en modèle normatif : l'importance croissante des actions politiques extra-parlementaires, l'eupéanisation, l'évolution des problèmes économiques et financiers et en particulier leur mode de traitement, ainsi que le recours à la pratique référendaire sont autant d'atteintes portées à la souveraineté parlementaire. Plus profondément, toutes ces entailles faites à un modèle connu posent au moins trois problèmes que l'auteur souligne de manière insistante : comment peut-on nommer un système institutionnel ainsi en voie d'hybridation ? comment peut encore faire illusion l'idée reçue — au moins depuis l'enquête d'Almond et Verba — d'une forte identification et d'une forte allégeance des citoyens britanniques à leur régime ? quelles peuvent être, à court ou moyen terme, les conséquences de ce décalage de plus en plus marqué entre les institutions et la société ? On est bien loin, en lisant Leruez, des grandes constructions développementalistes des années 1960 qui, d'Almond à Pye, en passant par Huntington, érigeaient le système politique britannique en modèle idéal, voire en pôle d'une modernité universelle vers laquelle convergeraient toutes les sociétés à mesure qu'elles se développeraient. On est loin aussi des taxinomies de nos manuels de droit constitutionnel présentant le système britannique comme idéal-type des régimes parlementaires.

La discussion que l'auteur nous propose sur l'usage du concept d'Etat invite également à réfléchir sur les errements de l'universalisme. Soulignant, à juste titre, comment la tradition britannique répugne à recourir au mot d'Etat, comment celui-ci n'est utilisé qu'assorti d'un qualificatif dont il n'est en fait que le vecteur (comme dans « Etat libéral »), Jacques Leruez nous avertit des dangers de construire une analyse comparative qui ne retiendrait pas la nature du centre politique (au sens du centre *vs* périphérie) au nombre de ses variables. Parler d'un Etat là où ne s'opposent pas un espace public et un espace privé, là où une fonction publique différenciée, institutionnalisée et entreprenante ne parvient pas à se constituer, où le droit administratif reste « subalterne » et où les *public corporations* peuvent être difficilement assimilées à des entreprises d'Etat, est pour le moins imprudent. Cependant, l'auteur nous montre fort bien que cette absence de logique étatique n'enlève pas pour autant toute capacité politique au centre, notamment dans la fonction de maintien de l'ordre, et qu'elle n'empêche pas non plus la mise en place d'une économie de bien-être, guère davantage des pratiques centralisatrices. La logique de l'Etat n'apparaît ainsi que comme un mode de centralisation, d'intervention et de régulation politique parmi d'autres.

Les dernières interrogations que nous livre l'auteur ne sont pas les moins délicates et portent sur les possibilités de réforme du système et sur les débats qui les accompagnent. Le diagnostic établi sur le fonctionnement du système politique, sur les tensions qui l'opposent à la société, sur une logique de centralité distincte de celle de l'Etat, engage à un effort d'adaptations. Celui-ci est d'autant plus difficile que le développement politique a été conçu Outre-Manche selon les règles d'un empirisme qui est précisément rétif aux transformations pensées et programmées. Jacques Leruez distingue prudemment trois axes de réforme : une vraie décentralisation conduisant à la mise en place d'assemblées régionales, l'élaboration d'un ordre juridique supérieur et une réforme électorale. Il nous montre aussitôt les difficultés et les contradictions qu'ils soulèvent. Au moment où la réforme institutionnelle apparaît, dans les sociétés développées et dans celles qui le sont moins, comme un instrument de gouvernement de plus en plus utilisé, comme un mode de relégitimation ou de solution aux crises, le cas britannique se révèle fort bien, sous la plume de Jacques Leruez, comme un système dont la trop grande souplesse autrefois vantée devient un obstacle à la réforme et où la stabilité institutionnelle apparente devient une source préoccupante d'instabilité socio-politique.

Bertrand BADIE  
Université de Clermont I  
et Centre d'études et de recherches internationales

TARROW (Sidney) — *Democracy and disorder, Protest and politics in Italy, 1965-1975.* Oxford, Clarendon Press, 1989. 23 cm, 400 p.

De manière concise et limpide, l'introduction expose les grands traits de l'objet retenu, les protestations en Italie dans la décennie 1965-1975, la problématique, la « cyclicité » dans le secteur du mouvement social et la méthode, l'étude quantitative des manifestations mentionnées par le *Corriere della Sera*. La première partie étudie les paraboles de la protestation. Si l'Italie bouge au milieu des années 1960, c'est parce que les compromis établis au début de l'après-guerre sont remis en cause. L'autorité des Etats-Unis est ébranlée par la guerre du Vietnam. La menace soviétique est moins ressentie. La domination de la démocratie chrétienne et le contrepoids communiste sont également affaiblis. La société italienne se sécularise. Le nombre des paysans diminue et à côté d'ouvriers non qualifiés désireux de prendre la parole, une classe moyenne s'affirme avec une élévation de la formation et un allongement de la scolarité. Des alliances nouvelles s'esquissent, des thèmes sont développés comme l'éducation, la planification, la réforme des pensions par ceux qui vont être la cible d'une contestation